

N° 5153¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier de la directive 2001/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 avril 2001 concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(11.11.2003)

Par dépêche du 28 mai 2003, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre du Trésor et du Budget. Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles ainsi que d'un tableau de concordance entre la directive 2001/24/CE et la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Le projet de loi sous avis a pour objet de transposer dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier la directive 2001/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 avril 2001 concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit. Il peut être vu en parallèle avec le projet de loi relatif à l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurances et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances (*doc. parl. 5108*), qui a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2001/17/CE.

Le système mis en place par la directive repose sur les principes de base de l'application des mesures de l'Etat membre d'origine et de la compétence de principe des autorités du siège de l'établissement concerné.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet de loi sous avis vise à transposer en droit national la directive 2001/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 avril 2001 concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit. Ainsi qu'il est indiqué à l'exposé des motifs joint au dossier, cette directive, qui constitue le prolongement de la directive 2000/12/CE, retient le principe de la compétence des autorités du siège et de l'application des mesures de l'Etat membre d'origine. Le régime de la directive est fondé sur le principe de la reconnaissance par les autres Etats membres des mesures prises dans l'Etat d'origine. En d'autres termes, les mesures décidées dans l'Etat d'origine produisent leurs effets également sur le territoire des Etats d'accueil sans aucune formalité. La directive établit le principe de l'unité et de l'universalité de la faillite connu en droit luxembourgeois et interdit l'ouverture de procédures de liquidation secondaires dans les Etats membres d'accueil. L'application du droit de l'Etat d'origine a le mérite d'assurer l'égalité de traitement de tous les créanciers, y compris des créanciers privilégiés, de l'établissement défaillant.

*

EXAMEN DES ARTICLES

D'un point de vue purement formel, le Conseil d'Etat constate que la subdivision du dispositif ne répond pas aux règles élémentaires de légistique. Aussi préconise-t-il la structure suivante:

Art. 1er. La partie IV de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, intitulée ..., est remplacée par le texte suivant:

„...“

Art. 2. Les anciens articles 61-1 à 61-4 de la même loi sont numérotés comme suit:

„...“

Art. 3. L'article 62 de la même loi est abrogé.

Art. 4. Il est inséré à la suite de l'article 61-23 nouveau de la même loi un nouveau chapitre 4 intitulé ...

Art. 5. Au premier alinéa de l'article 12-8(5) nouveau de la même loi, la référence qui est faite à l'ancien article 60 ...

Art. 6. A l'article 34-2 de la même loi, la référence qui est faite aux anciens articles ...

Art. 7. A l'article 61-26(2) nouveau de la même loi, la référence qui est faite aux anciens articles ...

Art. 8. A l'article 64(4) de la même loi, la référence qui est faite à l'ancien article ...

Art. 9. A l'article 62-2(7) de la même loi, il y a lieu de remplacer les mots „Tribunal d'Arrondissement ...“ par „...“.

Art. 10. A l'article 61-26(2) nouveau de la même loi, il y a lieu de remplacer les mots „...“ par „...“.

Art. 11. Aux articles 62-2(7), 62-3(1), 62-12(6) et 62-13(1) de la même loi, il y a lieu de remplacer les mots „...“ par „...“.

Article I (1er selon le Conseil d'Etat)

L'article I a comme objet de remplacer la partie IV intitulée „L'assainissement et la liquidation d'établissements du secteur financier“ dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Aussi la numérotation des articles ci-après va-t-elle se référer aux articles respectifs de la loi elle-même.

Article 60

L'article 60 nouveau énonce les définitions s'appliquant à la Partie IV de la loi, intitulée „L'assainissement et la liquidation de certains professionnels du secteur financier“.

Ces définitions consacrent la double extension de la nouvelle loi interne par rapport à la directive: d'un côté, alors que la directive ne vise que les établissements de crédit, la transposition luxembourgeoise inclut tous les établissements qui ont la gestion de fonds de tiers. De l'autre côté, le projet applique le principe de l'universalité de la procédure non seulement aux autres Etats membres de l'Union européenne, mais également aux pays tiers.

Les définitions n'appellent pas d'autres observations de la part du Conseil d'Etat.

Article 60-1

Cet article énonce le principe de l'application de la Partie IV de la loi à tous les gérants de fonds de tiers. Si le champ d'application ainsi délimité va plus loin que la directive, il ne fait que confirmer celui des dispositions actuelles.

Article 60-2

L'article 60-2 nouveau est relatif à l'ouverture de la procédure du sursis de paiement.

Paragraphes 1er à 8

Les paragraphes 1er à 8 reprennent dans une large mesure les dispositions actuelles. Il convient seulement de relever les points suivants:

- la procédure s'appelle désormais „sursis de paiement“ tout court, et non plus „sursis de paiement et gestion contrôlée“, ce qui laissait erronément entendre qu'il pouvait s'agir de deux volets distincts;

- la compétence exclusive est attribuée au Tribunal d'arrondissement de Luxembourg;
- lorsque la requête de sursis de paiement émane de l'établissement concerné, le greffe du tribunal en informe immédiatement la CSSF étant donné que celle-ci est devenue du fait du dépôt de la requête administrateur de l'établissement en difficultés;
- il est précisé (paragraphe 6 et 7), en matière d'effets du dépôt de la requête, que les dispositions légales contraires sont réservées.

Paragraphe 9

Sans observation.

Paragraphes 10 à 12

Ces paragraphes reprennent les anciennes dispositions, en ajoutant que le jugement d'ouverture de la procédure de sursis de paiement n'est pas susceptible de tierce opposition et que le pourvoi en cassation suite à l'arrêt d'appel est expressément exclu.

Paragraphes 13 à 19

Sans observation, sauf à souligner que les commissaires de surveillance portent désormais le titre d'administrateurs.

Paragraphe 20

Ce paragraphe précise les modalités de publication des jugements d'ouverture d'un sursis de paiement, de même que des jugements modificatifs. Alors que l'ancien texte prescrivait la publication „dans au moins trois journaux luxembourgeois ou étrangers“, formule plutôt imprécise, le nouveau libellé précise clairement que la publication doit se faire „dans au moins deux journaux luxembourgeois et un journal étranger“.

La suite du paragraphe apporte une nouveauté en tenant compte, en matière de publication, du fait que l'établissement en sursis de paiement est, le cas échéant, établi dans plusieurs Etats, membres de l'Union européenne ou non.

Paragraphes 21 à 24

Sans observation, sauf à faire remarquer qu'à l'instar de la procédure de liquidation, la procédure de sursis de paiement prévoit désormais également la prescription quinquennale des actions contre les administrateurs (paragraphe 24).

Article 60-3

Cet article établit le principe de l'universalité de la procédure de sursis de paiement en attribuant compétence exclusive au Tribunal d'arrondissement de Luxembourg pour la procédure de sursis de paiement de tout établissement de droit luxembourgeois et de ses succursales à l'étranger, de même que ses avoirs à l'étranger.

Article 60-4

L'article 60-4 est relatif à l'information, par la CSSF, des autorités compétentes des autres Etats concernés. Il n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

Article 60-5

Cet article constitue le parallèle de l'article 60-3, en ce qu'il énonce le principe de l'universalité des mesures d'assainissement sous l'angle de vue des autorités étrangères compétentes pour les succursales luxembourgeoises d'établissements d'origine communautaire.

Il convient de relever que la notion de „mesures d'assainissement“, telle qu'elle est également utilisée par la directive, est plus large que le seul sursis de paiement. En fonction de la définition de la notion de „mesures d'assainissement“ énoncée à l'article 60 nouveau, d'autres procédures que celles prévues par la loi luxembourgeoise pourront donc voir appliquer au Luxembourg les mesures qui en découlent.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la portée exacte du paragraphe 4 de l'article 60-5. Il est vrai que cette disposition figure également dans la directive (article 5). Elle prévoit que la CSSF doit informer les autorités de l'Etat d'origine si elle veut mettre en œuvre au Luxembourg une mesure d'assainissement. Or, d'après le paragraphe 3, les mesures d'assainissement produisent, sans aucune autre formalité, tous leurs effets au Luxembourg selon la législation de l'Etat membre d'origine de l'établissement. Il s'ensuit qu'à défaut d'initiative de l'autorité de contrôle de l'Etat membre d'origine à l'encontre d'une succursale, l'autorité de contrôle du pays dans lequel celle-ci est située peut prendre des mesures d'assainissement, à condition toutefois d'en informer sans délai l'autorité de contrôle de l'Etat membre d'origine.

Article 60-6

L'article 60-6 constitue le pendant de l'article 60-5 en ce qui concerne les succursales luxembourgeoises d'établissements d'origine non communautaire.

Il n'appelle pas d'observations particulières, sauf à noter que le paragraphe 2 réserve une compétence subsidiaire à la juridiction luxembourgeoise si une intervention de la CSSF est jugée nécessaire pour préserver les intérêts des créanciers de la succursale luxembourgeoise. Cette procédure est alors soumise au droit luxembourgeois. Le Conseil d'Etat constate que la question relative à la procédure à appliquer si les autorités compétentes de l'Etat d'origine prennent concomitamment ou subséquentement des mesures parallèles, éventuellement incompatibles avec celles déjà engagées sous la loi luxembourgeoise, n'est et ne peut pas être résolue.

Le Conseil d'Etat se permet enfin de faire une autre réflexion, alors que le contexte sous analyse est celui de succursales luxembourgeoises d'établissements non communautaires. De son avis, il serait prudent de réserver l'exigence de réciprocité dans la reconnaissance de l'unité et de l'universalité de la faillite et de prévoir l'exception d'ordre public, plutôt que de reconnaître l'application au Luxembourg, sans formalité, des mesures décidées à l'étranger, même si de telles mesures n'existent pas en droit luxembourgeois. La directive n'exige d'ailleurs nullement une reconnaissance inconditionnelle de mesures prises par les autorités de pays tiers.

Article 60-7

Cet article est relatif aux mesures d'assainissement frappant des établissements de crédit d'origine non communautaire disposant de présences multiples dans la Communauté européenne.

Le Conseil d'Etat propose d'intituler cet article „*Mesures d'assainissement concernant des établissements de crédit d'origine non communautaire ...*“, au lieu de „*Cas des établissements ...*“.

Enfin, le Conseil d'Etat s'interroge sur le sens du paragraphe 2, qui reconnaît une compétence d'action au Tribunal d'arrondissement de Luxembourg. Or, on est dans l'hypothèse de l'assainissement de la succursale de l'établissement de crédit originaire d'un Etat non communautaire, mais dont les mesures produisent leur plein effet au Luxembourg en application de l'article 60-6, paragraphe 1er. Dès lors, ladite succursale devrait échapper à la compétence du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Le Conseil d'Etat conçoit comme seule explication plausible que les actions visées par l'article 60-7(2) sont celles prononcées sur base de l'article 60-6(2).

Article 61

Les articles 61 à 61-8 sont relatifs à la liquidation des établissements de crédit.

L'article 61 régit plus particulièrement la procédure de liquidation. Il appelle les observations suivantes:

En premier lieu, on doit souligner que les trois cas d'ouverture de la procédure énumérés au paragraphe 1er sont alternatifs et non pas cumulatifs, de sorte qu'il suffit qu'une seule des trois hypothèses soit donnée.

Le Conseil d'Etat recommande cependant aux auteurs du projet de rendre plus visible la distinction entre la liquidation judiciaire ou forcée et la liquidation volontaire qui, elle, est régie par les paragraphes 18 et 19. Dès lors, soit on peut énoncer la liquidation volontaire comme un quatrième cas d'ouverture de la procédure, et la mentionner dès le paragraphe 1er, soit établir clairement la différence entre les deux procédures par des sous-titres distincts, tout en prenant garde au fait que les paragraphes 20 à 22 se rapportent apparemment de nouveau à toute liquidation.

En second lieu, dans le cadre du paragraphe 21, dernière ligne, le Conseil d'Etat estime que les auteurs du projet ont visé les jugements et arrêts rendus dans le cadre de la procédure de liquidation et non ceux rendus dans le cadre de la procédure de sursis de paiement.

Article 61-1

Cet article affirme le principe de l'unité et de l'universalité de la procédure de liquidation et n'appelle pas d'observations.

Article 61-2

Cet article constitue une transcription fidèle de l'article 10 de la directive et n'appelle pas d'observations, sauf à relever que l'énumération du paragraphe 2 n'est pas exhaustive, de sorte que l'application de la loi luxembourgeoise – au cas où la procédure a été ouverte au Luxembourg – à d'autres questions juridiques n'est pas exclue, pour autant qu'aucune autre loi n'est rendue applicable par les dispositions mêmes du projet sous avis.

Article 61-3

Sans observation.

Articles 61-4 et 61-5

Ces articles exposent le détail des échanges entre les liquidateurs et les créanciers connus en ce qui concerne l'information initiale de ces derniers et la production de leurs créances. Le régime linguistique mis en place peut paraître lourd, surtout dans une Europe encore élargie, mais à moins de se limiter à un petit nombre de langues officielles données de l'Union, on voit mal quelle autre solution pourrait être retenue. Le Conseil d'Etat recommande cependant de spécifier, à la fin du paragraphe 2, que la traduction que le tribunal peut exiger d'un créancier se fera aux frais de ce dernier.

Articles 61-6 et 61-7

Ces dispositions sont la suite logique du principe de l'unité et de l'universalité de la procédure, énoncé à l'article 61-1, en ce qu'elles établissent la reconnaissance et les effets au Luxembourg de décisions de mise en liquidation prononcées à l'étranger et portant sur des succursales luxembourgeoises desdits établissements.

Pour ce qui est des succursales d'établissements d'origine non communautaire, les autorités luxembourgeoises gardent cependant une compétence secondaire pour prononcer la dissolution et la liquidation.

Le Conseil d'Etat renvoie à ce titre à ses observations exposées dans le cadre de la procédure de sursis de paiement quant à une éventuelle incompatibilité entre les mesures prises au Luxembourg et celles prises dans l'Etat d'origine.

De même, et à l'instar de ce qui a été exposé au même endroit, le Conseil d'Etat se demande s'il ne convient pas de réserver l'exigence de la réciprocité et le respect de l'ordre public luxembourgeois.

Article 61-8

Cet article n'appelle pas d'autres observations que celles soulevées *mutatis mutandis* dans le cadre du sursis de paiement.

Article 61-9

Cet article débute le chapitre relatif aux dispositions communes aux mesures d'assainissement et aux procédures de liquidation. L'article 61-9 concerne plus particulièrement les effets sur certains contrats et sur certains droits. Il s'agit donc d'une règle de conflit de lois en ce qu'elle définit le champ d'application matériel de la loi applicable aux effets du sursis de paiement ou de la liquidation. Elle définit ce champ de manière négative, en excluant certains domaines régis par d'autres lois. Le régime ainsi déterminé est en concordance avec les règles générales de conflit de loi établies par la Convention de Rome du 19 juin 1980.

La règle de conflit énoncée par le point a) pour les contrats de travail est en réalité une règle de conflit à double niveau, alors qu'elle ne renvoie pas à une loi substantielle, mais à une loi à déterminer en application d'une seconde règle de conflit. Il faudra en effet d'abord déterminer la loi applicable au contrat de travail, le cas échéant en ayant recours à l'article 6 de la Convention de Rome.

Quant aux points b) et c), ils renvoient à la *lex rei sitae* pour ce qui est des contrats portant sur des droits immobiliers.

Le Conseil d'Etat n'entend pas se prononcer plus amplement sur cet article, alors que le commentaire des articles délimite avec beaucoup de précision les hypothèses qu'il appréhende.

Article 61-10

Cet article définit les droits réels des créanciers et des tiers portant sur les biens appartenant à l'établissement et se trouvant à l'étranger au moment de l'ouverture de la procédure. Il constitue une exception au principe de l'application universelle de la *lex concursus*, alors qu'il soustrait entièrement à son champ d'application les sûretés réelles sur les biens situés à l'étranger.

Il convient de souligner que les droits réels valablement constitués sur un bien situé au Luxembourg ne sont pas pour autant annulés du fait de l'ouverture d'une procédure, mais que leur validité et effectivité doivent s'analyser par rapport à la *lex concursus*.

En deuxième lieu, le Conseil d'Etat note que l'article sous examen ne définit pas ce qu'il faut entendre par droit réel, ni ne formule une règle de conflit pour rendre cette notion déterminable. Il est vrai que l'article 61-10 est une transcription conforme de l'article 21 de la directive, mis à part le fait que le texte luxembourgeois a vocation non seulement communautaire, mais universelle. L'article 21 n'élucide pas non plus la notion de droit réel.

Le recours au droit commun des règles de conflit offre dès lors deux solutions: la loi applicable à la définition de la notion de droit réel est soit la loi de la situation du bien sur lequel porte le droit réel, soit la loi régissant la sûreté. Au vu du fait que le présent article vise les droits réels portant sur toutes sortes de biens, donc non seulement des biens immeubles, mais également des biens meubles, corporels ou incorporels, et au vu du fait que l'article 61-10 concerne surtout les sûretés (alors que l'article 61-9 c) vise les droits réels immobiliers au sens strict), le Conseil d'Etat recommande d'ajouter un nouveau paragraphe 3 disposant que „la loi régissant la constitution du droit réel détermine la nature réelle de ce droit au sens du présent article“. Les paragraphes 3 et 4 actuels seraient par conséquent à renuméroter.

Enfin, le Conseil d'Etat attire l'attention sur une possibilité de fraude ouverte par le fait qu'on peut se trouver en présence de biens mobiliers et donc déplaçables, alors que c'est la situation du bien au moment de l'ouverture de la procédure qui détermine si les droits réels y relatifs échappent à l'application de la *lex concursus*. Il peut donc exister des hypothèses où ces biens sont déplacés à l'étranger peu avant l'ouverture de la procédure, afin d'avantager tel créancier. Il est vrai que le paragraphe 4 réserve l'application de l'article 61-2, paragraphe 2, point 1, qui, en matière de liquidation, permet d'annuler ou de rendre inopposables certaines transactions. Or, rien n'est prévu en matière de sursis de paiement. Il faudrait donc prévoir que l'administrateur en matière de sursis de paiement peut, le cas échéant, contester le déplacement d'un bien à l'étranger.

Le paragraphe 4 devrait donc être complété de manière à y inclure également la procédure de sursis de paiement. On pourrait donc ajouter, à la fin du paragraphe 4: „Les mêmes actions peuvent être exercées dans le cadre de la procédure de sursis de paiement.“

Article 61-11

Cet article est relatif à la réserve de propriété du vendeur, respectivement à la validité de l'acquisition par un acheteur, qui ont traité avec un établissement faisant l'objet d'une procédure de sursis de paiement ou de liquidation.

Le Conseil d'Etat se demande pourquoi la reconnaissance est limitée à des biens se trouvant à l'étranger au moment de l'ouverture de la procédure, alors que le droit commun de la faillite (article 567-1 du Code de commerce) ne fait pas de distinction.

La réserve de propriété est régie par l'article 22 de la directive. Etant donné que le droit communautaire n'a pas de compétence pour préjuger de la validité dans le droit interne d'un Etat membre de la clause de réserve de propriété, la directive ne peut qu'établir la reconnaissance d'une telle clause lorsqu'elle porte sur un bien se trouvant sur le territoire d'un Etat membre autre que celui qui a mis en œuvre des mesures ou ouvert une procédure. Il est sous-entendu que pour être applicable, la clause doit être reconnue à la fois par la *lex contractus* et par la *lex concursus*. Dès lors, si le législateur luxembourgeois se bornait à copier l'article 22 de la directive, cela aurait comme effet juridique que la clause ne serait pas reconnue lorsqu'elle porte sur des biens situés au Luxembourg, mais uniquement par rapport à des biens se situant à l'étranger.

En droit luxembourgeois, la clause de réserve de propriété résulte de la liberté contractuelle des parties, de sorte que la *lex contractus* est en l'espèce l'article 1134 du Code civil. Quant à son opposabilité en cas de faillite, elle est reconnue par l'article 567-1 du Code de commerce. Or, on se situe alors dans le cadre du droit commun de la faillite qui ne s'applique pourtant pas aux établissements de crédit. Si on souhaite dès lors reconnaître la clause de réserve de propriété également dans le cadre de l'assainissement et de la liquidation des établissements de crédit, il faudrait donner une assise matérielle à cette reconnaissance.

Le même raisonnement vaut dans le cadre du paragraphe 2 relatif à l'acquisition d'un bien. Le Conseil d'Etat propose dès lors de rédiger l'article 61-11 comme suit:

„Art. 61-11.– Réserve de propriété

(1) L'ouverture de la procédure de sursis de paiement ou de la procédure de liquidation à l'encontre d'un établissement achetant un bien n'affecte pas les droits du vendeur fondés sur une réserve de propriété, indépendamment du fait qu'au moment de l'ouverture d'une telle procédure, ce bien se trouve sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

(2) L'ouverture de la procédure de sursis de paiement ou de la procédure de liquidation à l'encontre d'un établissement vendant un bien, après la livraison de ce bien, ne constitue pas une cause de résolution ou de résiliation de la vente et ne fait pas obstacle à l'acquisition par l'acheteur de la propriété du bien vendu, indépendamment du fait qu'au moment de l'ouverture d'une telle procédure, ce bien se trouve sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

(3) Les paragraphes 1er et 2 ne font pas obstacle aux actions en nullité, en annulation ou en inopposabilité visées à l'article 61-2(2) 1).“

Articles 61-12 et 61-14

Ces deux articles sont relatifs à la loi applicable à la reconnaissance de la compensation. Afin de maintenir un niveau optimal de confiance des opérateurs, il convient évidemment d'assurer la validité des conventions de compensation et de novation (article 61-14) et de permettre la compensation de droit commun, c'est-à-dire non fondée sur une convention expresse, sauf le cas de fraude (article 61-12). Le Conseil d'Etat tient à souligner que les articles sous avis sont des dispositions de droit international privé concernant l'opposabilité de la compensation en cas de liquidation. Quant à la base matérielle pour la reconnaissance en droit luxembourgeois de la compensation de créances dans le secteur financier, elle se trouve à l'article 61-1 actuel de la loi modifiée du 5 avril 1993, qui devient l'article 61-23 nouveau.

Le Conseil d'Etat recommande par ailleurs soit de regrouper ces deux articles en un seul, soit du moins de les faire figurer l'un à la suite de l'autre, alors qu'ils se rapportent à une même sphère thématique.

Article 61-13

L'article 61-13 énonce la règle de conflit applicable à l'exercice de droits de propriété qui sont soumis à inscription. Afin de disposer d'une règle de conflit claire et simple, prenant notamment en compte le fait de la détention en chaîne de titres de plus en plus souvent dématérialisés, le projet retient comme loi applicable la loi de l'Etat de situation du registre, compte ou système de dépôt.

Au titre de la logique du texte, le Conseil d'Etat propose de faire figurer cet article après l'article 61-10 et de renuméroter la suite. Ce déplacement de l'article 61-13 actuel résoudrait en même temps le problème de la suite logique des articles 61-12 et 61-14 énoncé ci-avant.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat propose de préciser qu'il s'agit d'instruments financiers, ou de valeurs mobilières.

Article 61-15

Cet article n'appelle pas d'observations particulières, alors qu'il énonce pour la loi applicable aux conventions de mise en pension une règle de conflit similaire à celle de l'article 61-14 en matière de conventions de compensation et de novation.

D'une manière générale, le Conseil d'Etat propose de mettre dans l'intitulé de tous les articles ayant pour objet unique d'énoncer une règle de conflit: „*Loi applicable à ...*“

Article 61-16

Sans observation, sauf à modifier le renvoi en cas de renumérotation de l'article 61-13.

Article 61-17

Cet article relatif à la reconnaissance au Luxembourg de la nomination et des pouvoirs des administrateurs ou liquidateurs étrangers est une autre application du principe de l'universalité des procédures. La seule réserve est constituée par le respect de l'ordre public et la compatibilité des actes avec le droit luxembourgeois.

Article 61-18

Sans observation, sauf à soulever la question s'il ne serait pas utile d'inscrire dans le texte même de la loi que ces formalités respectivement de publication des mesures d'assainissement et de la mise en liquidation ne constituent pas une condition de validité ou de reconnaissance.

Article 61-19

Cet article peut être considéré comme une clause de sauvegarde générale permettant d'écarter la *lex concursus* lorsque l'application de celle-ci pourrait avoir des conséquences préjudiciables pour l'ensemble des créanciers en matière de règles relatives à la nullité, l'annulation ou l'opposabilité de certains actes. Il n'appelle pas d'observations particulières. A titre purement formel, il convient de supprimer la virgule derrière „aucun moyen“ au paragraphe 1er, 2e tiret.

Article 61-20

Cet article s'inscrit dans la ligne des articles 61-9 et 61-13 en ce qu'il attribue à la loi de situation d'un bien immobilier ou du registre, compte ou système d'inscription ou de dépôt d'une valeur mobilière, la compétence pour juger de la validité et de l'opposabilité d'un transfert à titre onéreux après l'ouverture de la procédure. Il faut en effet que les opérateurs puissent se fier aux registres relevant la propriété de tels biens.

Cependant, étant donné que l'article 61-20 n'est qu'une règle de conflit, en non un texte substantiel déclarant valables de tels actes translatifs, il se peut que le transfert soit en fin de compte déclaré nul en application de la *lex rei sitae*.

Par ailleurs, il convient de préciser, au 3e tiret, qu'il s'agit bien d'instruments financiers, ou de valeurs mobilières.

Article 61-21

Sans observation.

Article 61-22

Cet article soumet au secret professionnel de l'article 44 de la loi, c'est-à-dire celui applicable à la CSSF, toutes les personnes appelées à recevoir ou donner des informations dans le cadre des procédures d'échange entre autorités compétentes établies par le projet sous avis. Il n'appelle pas d'observation particulière.

Article II

Cet article apporte des modifications purement formelles à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et n'appelle pas d'observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 11 novembre 2003.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES